# Les "comités Théodule"

Vĩnh Đào JJR 61

Georges Clemenceau (1841-1929) était deux fois Président du Conseil des ministres (de 1906 à 1909, puis de 1917 à 1920). En charge du gouvernement de la France pendant les années cruciales de la Première Guerre mondiale, il a eu ce jugement expéditif: "*La guerre, c'est une chose trop grave pour la confier à des militaires*."

Vieux routier de la République, il connaissait bien les rouages et les usages de l'administration. On retient de lui plusieurs remarques judicieuses sur les fonctionnaires, comme:

"*Les fonctionnaires sont un peu comme les livres d'une bibliothèque: ce sont les plus haut placés qui servent le moins*", ou bien:

"*Un escalier de ministère est un endroit où des gens qui arrivent en retard croisent des gens qui partent en avance*", ou encore:

"*Les fonctionnaires sont les meilleurs maris: quand ils rentrent le soir à la maison, ils ne sont pas fatigués et ont déjà lu le journal*."

Clemenceau a notamment pointé du doigt un mal chronique de l'administration française: "*En France, quand on veut enterrer un problème, on crée une commission*." D'où une profusion de comités et commissions de toutes sortes. Lorsqu'une difficulté ou un problème se présente, on crée un comité, une commission ou autre instance consultative.

Le général de Gaulle, lors d'un voyage à Orange le 25 septembre 1963, a déclaré: "*L'essentiel pour moi, ce n'est pas ce que peuvent penser le comité Gustave, le comité Théodule ou le comité Hippolyte, c'est ce que veut le pays*."

Dès lors, on appelle comité Théodule un comité ou une commission qui n'a que peu ou pas d'utilité. C'est bien la grande spécialité en France: la prolifération de "comités Théodule". Depuis Clemenceau, presque un siècle plus tard, le mal ne semble pas donner de signe d'amélioration. Au contraire. Lors de la conférence de presse de François Hollande le 14 janvier 2014 à l'Élysée, le chef de l'État a annoncé la création de pas moins de quatre nouvelles commissions consultatives: un "Conseil stratégique de la dépense publique", un "Observatoire des contreparties", un "Conseil de l'attractivité", un "Conseil de simplification".

Sur France Inter le lendemain, Xavier Bertrand a fustigé "la création de trois trucs, trois machins", critiquant la gestion "technocratique" de François Hollande. "*La République des comités Théodule est donc de retour!*", a commenté l'ancien secrétaire général de l'UMP (*Le Figaro*, 15/01/2014).

De temps en temps, on annonce un "*coup de balai dans les comités Théodule*" (*Libération,* 23/01/ 2014). On annonce que "*depuis quelques semaines, Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, est parti à la chasse aux "comités Théodule", ainsi les nomme-t-il, parce qu'il les accuse d'accaparer le travail de réflexion attribué par la Constitution aux députés. Il y en a de toutes sortes*." (*Le Point*, 24/10/2012). Le problème c'est qu'aucun gouvernement n'est réellement parvenu à contrôler l'essor de ces instances qui continuent joyeusement à proliférer et qui coûtent de l'argent aux contribuables.

Aujourd'hui, elles seraient près de 700. Dans la liste, réactualisée chaque année en annexe au projet de loi de finances, on trouve des comités aux dénominations pour le moins exotiques: on y voit le "Comité de l'environnement polaire", le "Comité national du calcul intensif", le "Comité national pour l'initiative française pour les récifs coralliens"… ou encore la "Commission du bien-être des gens de la mer", la "Commission de la néologie en matière juridique", la "Commission sur l'image des femmes dans les médias", la "Commission de localisation des offices de notaires"…

Quelle utilité de créer, outre le "Conseil supérieur de l'éducation", un "Haut Conseil de l'éducation" et un "Conseil territorial de l'Éducation nationale"? Lionel Tardy, député UMP de Haute-Savoie et spécialiste de la chasse aux comités et instances consultatives inutiles, déplore: "*En France, on crée des commissions, mais on n'en supprime jamais*".

Dimanche soir 30 novembre 2014, Nicolas Sarkozy, tout juste élu Président de l'UMP, a annoncé qu'il se ferait aider dans sa tâche par un "*comité d'anciens Premiers ministres*" qui l'aideraient "de leurs conseils, de leur expérience, dans la conduite de cette famille politique". C'était malin, mais François Fillon comme Alain Juppé, potentiels rivaux de Nicolas Sarkozy lors de la prochaine élection présidentielle de 2017, refusaient de tomber dans le panneau.

Dès le lendemain, dans l'entourage de François Fillon, on laissait entendre que l'ancien premier ministre craignait le piège: "*Il nous présente un comité des vieux sages pour en faire le comité des vieux cons*". (*Le Figaro* 01/12/2014). Quant à Alain Juppé, interrogé par des journalistes à Dakar où il se trouvait, il précisait qu'il souhaitait connaître la teneur de la proposition "avant de dire oui ou non". Et il a ajouté: "*Ce que je souhaite, c'est aider, mais de façon réelle. Pas dans un comité de chapeaux à plumes qui ne servirait à rien*", (*Le Point*, 02/12/2014).

Un "comité de chapeaux à plumes", voilà une formule folklorique à l'humour mordant qui va probablement rester, à côté du "comité Théodule", dans le vocabulaire politique français, déjà riche en expressions imagées.

V.Đ.
*12/2014*